

Le microrégionalisme africain à l'épreuve des défis sécuritaires

L'Afrique est le continent le plus fragmenté sur le plan géopolitique. La configuration actuelle des frontières des États africains a été façonnée pratiquement à la fin du XIXe siècle (Barry 2005). À la deuxième Conférence de Berlin (novembre 1884-février 1885), les occidentaux se sont partagés le continent africain sans tenir compte des entités ethniques préexistantes. Avant la conquête coloniale, le continent africain était un espace largement régulé par les échanges, la circulation des hommes et des biens. Les divisions coloniales n'ont pas altéré la volonté des riverains, des frontaliers de vivre ensemble. C'est ainsi que les « peuples-frontières » d'Afrique sont toujours liés à leurs familles se trouvant de l'autre côté de la frontière. La pratique quotidienne des « peuples-frontières » d'Afrique ignore les frontières. Ces peuples développent ainsi l'esprit d'appartenance à la même communauté et construisent des microrégions informelles de part et d'autre des frontières.

1. Le microrégionalisme africain en question

Un nombre considérable des études sur le régionalisme en Afrique se focalise sur une analyse stato-centrée et formelle et se concentrent beaucoup plus sur le régionalisme interétatique (macrorégionalisme) alors qu'il se développe depuis quelques années des microrégions au niveau des frontières étatiques africaines. Ces microrégions sont le fait des flux transfrontaliers informels au centre desquels se trouvent les peuples-frontières. Les sociétés primitives étaient fondées sur la parenté, conférant ainsi aux tribus et aux clans une fonction déterminante dans l'organisation sociale et l'ordre politique. La microrégion est caractérisée par les relations formelles et informelles, motivées par des fins ethniques et économiques et créées par une dynamique communautaire. Depuis quelques années, l'on assiste à la création des microrégions informelles au niveau des frontières étatiques africaines. Dans un nombre considérable d'espaces en Afrique, les frontières n'existent pas dans le sens westphalien du terme car elles sont ignorées par les acteurs tels que les populations locales, les réfugiés. En fait, la notion de frontières fixes et de délimitation frontalière n'occupe pas une place importante dans les imaginaires africains. Les microrégions doivent leur existence à l'intensification des migrations et de la circulation des Hommes au-delà des frontières étatiques.

L'ensemble des flux qui s'y pratiquent appelle à l'intéressement des États pour la construction d'une intégration régionale fiable. Bien évidemment pas un phénomène nouveau, ces microrégions se distinguent des macrorégions, qui sont des unités territoriales plus importantes, par leur caractère informel et non étatique. L'importance du régionalisme informel dans le contexte africain résulte du fait que plusieurs parties de l'Afrique sont caractérisées par l'existence d'une myriade d'interactions informelles et non institutionnelles, et des activités entre une mosaïque de travailleurs informels et d'agents

auto-employés, des familles, des réseaux d'affaires, des travailleurs migrants, des réfugiés, etc. En fait, la taille de l'économie informelle en Afrique en comparaison avec l'économie formelle est la plus élevée dans le monde (Söderbaum and Taylor 2008:17). Les corridors de développement tels que le corridor de développement de Maputo ont émergé comme la forme la plus distinctive de la conduite de la politique du microrégionalisme africain (Söderbaum and Taylor 2003). L'État n'est plus cependant le seul acteur du régionalisme. Les acteurs tels que la société civile, les peuples frontaliers sont aussi impliqués dans le processus de régionalisation du continent. Depuis plus d'un siècle, un grand nombre d'acteurs économiques tels que les industries minières, grands et petits agriculteurs, des sociétés commerciales, petits commerçants, les investisseurs, les capitalistes, les transactions ethniques et les réseaux d'affaires ont été profondément impliqués dans la construction multidimensionnelle des régions.

2. Les défis sécuritaires du microrégionalisme africain

Étant donné que les régions sont des projets politiques et sociaux conçues par des acteurs humains afin de protéger ou de transformer les structures existantes, elles peuvent échouer, tout comme les autres projets sociaux. Par conséquent, les régions peuvent être perturbées à l'intérieur et à l'extérieur parfois par les mêmes forces qui les ont construites. Les peuples-frontières transcendent et méprisent quotidiennement les frontières. Avec la multiplication des problèmes sécuritaires en Afrique, cette pratique tend à se ralentir et est beaucoup plus sujette au contrôle étatique. Avec la montée du fondamentalisme et du terrorisme aux frontières des États africains, le commerce transfrontalier et partant le microrégionalisme subissent un coup et les flux transfrontaliers sont réduits voire anéantis. La criminalité transfrontalière impacte négativement sur les flux transfrontaliers informels quotidiens entre les peuples situés de part et d'autre des frontières. Cet état des choses remet en cause le microrégionalisme africain mis sur pied par des acteurs informels tels que les peuples-frontières, la société civile, les commerçants, etc. L'exemple du groupe terroriste Boko Haram aux confins du Bassin du Lac Tchad illustre convenablement les conséquences négatives de l'insécurité sur le microrégionalisme africain dans le sens où cette secte a bloqué les transactions commerciales et financières entre les États de la région.

La présente section thématique a pour ambition d'étudier l'impact des problèmes sécuritaires sur le microrégionalisme africain. Elle voudrait répondre aux questions suivantes :

Comment l'insécurité transfrontalière impacte-elle sur le microrégionalisme africain ?

Quelle influence a-t-elle sur les pratiques quotidiennes des peuples-frontières ?

Quelles sont les réponses proposées par les États africains pour faire face à ces menaces ?

Les organisateurs sollicitent des propositions de communication portant sur les aspects généraux du microrégionalisme africain d'une longueur maximale de 300 mots, en français. Les propositions de communication pourraient porter sur les thèmes suivants :

- Le microrégionalisme africain
- L'impact des problèmes sécuritaires sur les flux transfrontaliers entre les États africains
- Les réponses étatiques face aux problèmes sécuritaires transfrontaliers
- Le rôle des peuples-frontières dans le microrégionalisme africain

Biodata des organisateurs

Delmas Tsafack est chercheur en Histoire et en Relations Internationales à l'Université de Dschang et au Groupe de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (GRAPS) de l'Université de Yaoundé 2. Il est spécialiste des questions d'intégration régionale en Afrique, de la politique étrangère des petits États et de cybersécurité. Il coordonne actuellement un ouvrage collectif sur le microrégionalisme africain en cours de Publication au CODESRIA. Il a participé à une vingtaine de conférences internationales et est membre de plusieurs sociétés savantes à l'instar du CODESRIA, de l'Association Internationale de Science Politique et de la Société camerounaise d'histoire.

Michel Luntumbue est chercheur au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) à Bruxelles. Il est directeur de l'Observatoire pluriannuel des enjeux sociopolitiques et sécuritaires en Afrique équatoriale et dans les îles du Golfe de Guinée au GRIP. Il est l'auteur de plusieurs notes de recherche sur les questions sécuritaires en Afrique.

Emmanuel Alcaraz est docteur en Histoire et chercheur à l'Institut de recherches sur le Maghreb contemporain de l'Université de Paris X Nanterre. Auteur de plusieurs articles sur le Maghreb, il s'intéresse à la mémoire collective de la Guerre d'Algérie et aux questions de sécurité dans le Sahel.

Responsables :

Delmas Tsafack, Université de Dschang et Groupe de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (GRAPS) tsafackdelmas@gmail.com

Michel Luntumbue, GRIP, m.luntumbue@grip.org

Emmanuel Alcaraz, Université de Paris X Nanterre, Institut de recherches sur le Maghreb contemporain, CNRS, emmanuelalcarazhistgeo@yahoo.fr